

Convention collective nationale

IDCC : 2768. – **PHARMACIENS DU RÉGIME MINIER**
(27 juin 1990)

ACCORD DU 11 AVRIL 2008
RELATIF À LA RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

NOR : *ASET0851204M*
IDCC : 2768

**Protocole d'accord établi en application de l'article 20
de la convention collective nationale de travail des pharmaciens
des sociétés de secours minières du 27 juin 1990**

Le président de la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines, en concertation avec les organisations syndicales représentant les pharmaciens de la sécurité sociale minière, arrête par le présent protocole les dispositions d'application de l'article 20 de la convention collective nationale de travail du 27 juin 1990, aux termes desquelles le pharmacien qui cesse ses fonctions entre 60 et 65 ans et n'est pas en mesure de bénéficier d'une retraite complémentaire liquidée sans coefficient d'anticipation par les régimes de l'ARRCO et de l'AGIRC peut, sur sa demande, en accord avec son organisme employeur, et après avis favorable de la caisse autonome nationale, bénéficier :

- d'une allocation anticipée de retraite complémentaire ;
- d'une indemnité de départ en retraite égale à 3 fois le dernier traitement mensuel.

Les modalités d'application de ces dispositions sont précisées dans le présent document paraphé par les parties signataires et joint à la convention collective nationale.

I. – Allocation anticipée de retraite complémentaire

L'allocation anticipée de retraite complémentaire (AARC) est calculée sur la base du nombre de points du régime de retraite complémentaire de la première tranche (IREC) et du régime des cadres (CAPIMMEC), tous régimes de salariés confondus, acquis à la date de cessation d'activité et calculé selon les indications et tableaux ci-joints.

L'allocation anticipée de retraite complémentaire est soumise à cotisation auprès des régimes de retraite complémentaire.

L'allocataire continue de bénéficier de droits auprès des régimes de la CMAV et de l'URRPIMMEC, en matière de prévoyance.

Il est fait application des textes réglementaires en vigueur, dans les régimes de l'ARRCO et de l'AGIRC, à la date de cessation du paiement de l'allocation anticipée de retraite complémentaire.

L'allocation anticipée de retraite complémentaire est servie par la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines.

II. – Indemnité de départ à la retraite

L'indemnité de départ en retraite, égale à 3 fois le dernier traitement brut mensuel, est versée au moment de la cessation des fonctions par l'organisme employeur.

Cette indemnité a le même caractère que l'indemnité de départ en retraite visée à l'article 20 *bis* de la convention collective nationale de travail précitée, avec laquelle elle ne se cumule pas. Toutefois, elle n'est pas proratisée en fonction des années d'ancienneté au service de la sécurité sociale minière, le pharmacien devant, cependant, remplir la condition exigée au III ci-après.

III. – Modalités complémentaires d'application

Pour l'application pratique des dispositions générales qui précèdent, il convient de se référer aux indications ci-après :

A. – Conditions d'ouverture du droit à retraite complémentaire anticipée

Les pharmaciens susceptibles de bénéficier de l'allocation anticipée doivent, outre la condition d'âge visée ci-dessus, justifier d'au moins 30 ans de services dans le régime minier en qualité de pharmacien à temps plein.

Pour le décompte de ces 30 années, sont prises en compte les années d'activité en qualité de pharmacien à temps partiel qui ont été assimilées à une activité à temps plein pour la reconstitution de carrière.

B. – Modalités de versement de l'allocation anticipée de retraite complémentaire

1. Point de départ : cette allocation est servie au bénéficiaire avec effet au premier jour du mois suivant la date de cessation d'activité, sous réserve que l'intéressé ne remplisse pas, à cette date, l'une des conditions exigées par les régimes de l'ARRCO et de l'AGIRC pour la liquidation, sans coefficient d'anticipation, de la retraite complémentaire (inaptitude au travail – anciens déportés, internés, prisonniers ou combattants de guerre –, personnes réunissant la condition de durée d'assurance définie à l'article R. 351-45 du code de la sécurité sociale).

2. Durée de versement : le versement de l'allocation anticipée de retraite complémentaire cesse :

- à la fin du mois civil au cours duquel le pharmacien justifie de conditions ouvrant droit au bénéfice de la retraite complémentaire calculée sans coefficient d'anticipation, en particulier la condition de durée d'assurance visée à l'alinéa précédent ;

- au plus tard, à la fin du mois civil au cours duquel se situe le 65^e anniversaire du pharmacien – en cas de décès de l’allocataire, au premier jour du trimestre civil suivant la date du décès.

Le dispositif cesse également dès qu’il y a reprise d’activité quelle qu’elle soit, entraînant l’affiliation au régime de retraite complémentaire.

3. Périodicité : comme l’allocation de retraite complémentaire de la CAPIMMEC, l’allocation de retraite anticipée est payée d’avance, au début de chaque trimestre civil.

Compte tenu de la fixation du point de départ au premier jour du mois suivant la cessation d’activité, le premier versement peut donc, le cas échéant, comporter le rappel de 1 ou 2 mois d’arrérages.

L’allocation étant payée d’avance, aucun prorata d’arrérages n’est dû au conjoint survivant, ou, à défaut, aux orphelins ou aux autres héritiers, en cas de décès du bénéficiaire au cours du trimestre civil.

4. Montant de l’allocation : lors de la liquidation, l’allocation anticipée de retraite complémentaire est calculée compte tenu des valeurs respectives des points de chaque régime en vigueur à la date de cessation d’activité.

Son montant est indexé sur la valeur du point de l’AGIRC.

5. Mode de calcul des droits : afin d’assurer l’homogénéité de la liquidation des droits, des formulaires de calcul sont joints au présent texte.

Pour permettre à la caisse autonome nationale de déterminer en toute connaissance le montant de l’allocation anticipée et, le cas échéant, de limiter la durée de versement de cette allocation dans les conditions prévues au 2 ci-dessus, le pharmacien ne pourra bénéficier des dispositions de l’article 20, qu’après avoir fourni les pièces justificatives utiles (par exemple : relevés des services validés par les régimes obligatoires de sécurité sociale, relevés des décomptes de points attribués par les régimes complémentaires).

6. Cotisations dues.

a) Régimes complémentaires : IREC et CAPIMMEC

Il est convenu avec l’AGIRC, comme dans des protocoles similaires, des modalités de versement de ces cotisations qui sont précomptées sur l’allocation :

- en totalité, à compter du premier euro, pour le régime des cadres (CAPIMMEC) ;
- dans la limite du plafond en ce qui concerne le régime IREC ;
- aux conditions de taux et de répartition applicables aux pharmaciens en activité.

Les points acquis, pendant la période d’application du présent accord, ne sont pas générateurs de révision.

Ils sont pris en compte lors de la liquidation des droits par les régimes complémentaires.

b) Régimes de prévoyance : CMAV et URRPIMMEC

Il est convenu avec le groupe Malakoff, comme dans des protocoles similaires, des conditions de maintien du bénéfice des prestations en matière de prévoyance, à l'exclusion de l'invalidité.

Cette couverture s'effectue dans les conditions suivantes :

- maintien du principe de garantie collective (obligatoire) ;
- exclusion de la garantie invalidité permanente totale CMAV et de la couverture invalidité URRPIMMEC ;
- maintien de la répartition des cotisations entre la caisse autonome nationale et l'allocataire ;
- le montant des prestations garanties est fonction de la nouvelle assiette de cotisations (AARC).

c) Sécurité sociale : prélèvements aux taux et conditions fixés par les lois et décrets en vigueur

Au 1^{er} février 2007, il s'agit de :

- la cotisation d'assurance maladie ;
- la contribution sociale généralisée ;
- la contribution pour le remboursement de la dette sociale.

Les cotisations sont précomptées sur l'allocation.

IV. – Date d'application

L'ensemble de ces dispositions est applicable à la date d'agrément du présent document.

Fait à Paris, le 11 avril 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

CANSSM.

Syndicats de salariés :

CGT-FO ;

CFE-CGC ;

Pharma Mines.

ANNEXE

Allocation anticipée de retraite complémentaire des pharmaciens

Application de l'article 20 de la convention collective nationale de travail

I. – Symboles utilisés :

n = dernière année civile au 31 décembre de laquelle l'intéressé figure aux effectifs.

Rémunération TB : tranche B.

Salaire de référence SB : AGIRC.

Nombre de points NA : IREC.

NB : AGIRC.

NC : AGIRC (TC).

II. – Montant de l'allocation à verser :

NA × Valeur du point en vigueur : €.

NB × Valeur du point en vigueur : €.

NC × Valeur du point en vigueur : €.

Total : €.

Calcul des points de retraite ARRCO

1^{re} tranche

Tranche A

	NOMBRE DE POINTS		
	Sans aucune majoration (a)	Majoration pour enfants (b)	Total (a + b)
Droits acquis au départ de l'organisme du régime minier employeur			

	NOMBRE DE POINTS		
	Sans aucune majoration (a)	Majoration pour enfants (b)	Total (a + b)
Droits acquis au 1 ^{er} juin 1976 par reconstitution de carrière (1)			
Droits acquis du 1 ^{er} juin 1976 au 31 décembre de l'année n - 1			
Au cours de l'année n			
Au cours de l'année n + 1			
Droits totaux			NA
(1) En règle générale, l'IREC n'établit la reconstitution de carrière qu'au départ des intéressés ou à la rigueur à l'âge de 60 ans à la demande de ces derniers. Il convient donc que les pharmaciens intéressés se rapprochent dudit régime pour obtenir ce renseignement avant l'âge de 60 ans.			

Calcul des points de retraite CAPIMMEC

Tranche B

	NOMBRE DE POINTS		
	Sans aucune majoration (a)	Majoration pour enfants (b)	Total (a + b)
Droits acquis au départ de l'organisme du régime minier employeur: - au 31 décembre de l'année n - 1 - au cours de l'année n (1) - au cours de l'année n + 1 (1) (2)			

	NOMBRE DE POINTS		
	Sans aucune majoration (a)	Majoration pour enfants (b)	Total (a + b)
Droits totaux			HB
(1) En cas d'absences non totalement rémunérées au cours de l'année considérée, TB doit être reconstituée sur la base d'une rémunération normale. (2) Incluant éventuellement des sommes isolées.			

Tranche C

	NOMBRE DE POINTS		
	Sans aucune majoration (a)	Majoration pour enfants (b)	Total (a + b)
Droits acquis au départ de l'organisme du régime minier employeur : - au 31 décembre de l'année n - 1 - au cours de l'année n - au cours de l'année n + 1 (1)			
Droits totaux			NC
(1) Incluant éventuellement des sommes isolées.			